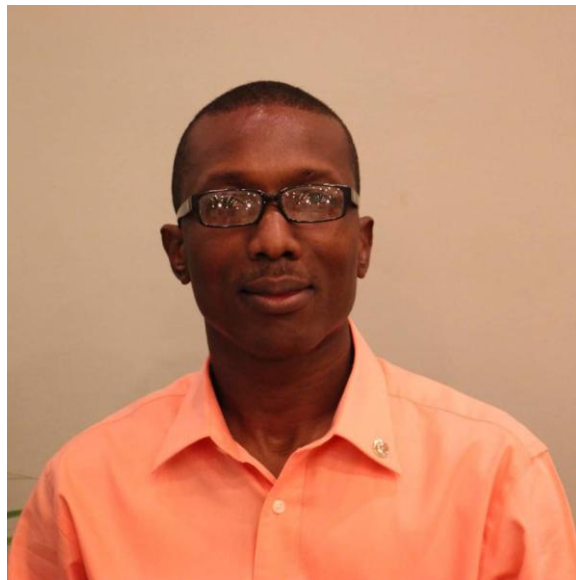




Premier avril 2020

En Haïti, la peur s'est installée

Au Nord comme au Sud, ces semaines-ci, un même ennemi, le coronavirus, frappe aux portes. Mais toutes les portes n'affichent pas la même résistance. En Haïti, elles sont parfois bien fragiles, lorsqu'elles ne sont pas toutes grandes ouvertes.



Lency Paul enseigne le français, l'anglais et l'espagnol dans des écoles publiques et privées d'Haïti.
(Photo gracieuseté)

Deux jours après la fermeture de tous les établissements scolaires décrétée par le gouvernement haïtien (le vendredi 20 mars), le professeur Lency Paul acceptait de faire part de la situation dans son pays.

Né à Port-au-Prince, résidant à Pétion-Ville, Lency Paul enseigne les langues dans des écoles secondaires, publiques et privées. Il a aussi été secrétaire à la formation professionnelle à la CNEH (Confédération nationale des enseignants d'Haïti (2014-2017)). C'est cette fonction qui lui a fait connaître la mission de l'AQANU, ainsi que l'ex-président Réginald Sorel avec qui il a travaillé et est demeuré en contact.

L'enseignant raconte que l'annonce de l'état d'urgence décrétant notamment la fermeture des établissements scolaires n'a pas été entendue immédiatement dans les zones rurales, là où la population vit sans électricité. «Dans les campagnes, beaucoup de gens n'étaient pas au courant et les écoliers se sont butés à des portes closes.»

L'enseignant soutient que si certaines consignes sanitaires sont respectées, elles ne pourront l'être entièrement et par l'ensemble de la population. Il est possible pour les gens aisés de se confiner, disposant de ressources pour vivre et d'argent en banque, note-t-il.

Ce qui n'est pas le cas de beaucoup d'Haïtiens qui vivent au jour le jour. Le confinement n'est pas possible, selon lui, pour les petits marchands entre autres qui ont besoin de «prendre les rues». «C'est une question de survie!» Le commerce fonctionne d'ailleurs toujours.

Et la distanciation sociale recommandée demeure aussi une consigne difficile à respecter lorsque, par exemple, on voyage à bord d'un tap-tap, fait remarquer Lency.

Comme ailleurs dans le monde, certains se sentent à l'abri de contracter l'infection. «Les Noirs seraient plus résistants, la chaleur tuerait le virus, le citron et le gingembre «boosteraient» le système immunitaire. On entend ce genre de commentaires.»

L'interdiction de rassemblement de plus de 10 personnes a vite été respectée par l'Église catholique qui a suspendu ses célébrations liturgiques, soutient Lency. «L'Église catholique est plus organisée que d'autres.» Ailleurs, la police a dû intervenir pour interrompre une cérémonie.

La peur du virus s'est installée en Haïti, dit encore Lency. Même les «bandits» ont peur, ajoute-t-il. Ce qui ne les a pas empêchés de kidnapper un médecin, cofondateur de l'un des plus importants hôpitaux d'Haïti, le Bernard Mevs, comme le titrait le réputé journal haïtien Le Nouvelliste à sa une du 28 mars. L'enlèvement du médecin a entraîné la fermeture de l'établissement qui préparait «la riposte au coronavirus».

La très grande fragilité du système de santé haïtien inquiète Lency. «On est

sur le qui-vive. On se croise les doigts.»

Cette pandémie est une «catastrophe mondiale, poursuit-il. «C'est triste et choquant de voir tant de gens mourir. Peu importe sa nationalité, on se sent dans la même barque, tous débordés, espérant un médicament. Même les systèmes de santé les plus performants sont débordés. Si beaucoup de gens étaient infectés en Haïti, le pays ne pourrait, tout seul, gérer la crise et soigner les patients; il nous faudrait solliciter l'aide internationale.»

La compassion et la solidarité se manifestent. Heureusement, conclut Lency Paul.

Du côté de Rivière-Froide en Haïti, le technicien agricole Jean Baptiste Jean Plésir, partenaire de l'AQANU a rassuré les gens de l'association en écrivant que sa communauté était en parfaite santé, malgré l'isolement.

Hélène Ruel

Le coronavirus s'«ajoute» à la misère!

Originaire de Sainte-Sophie-d'Halifax et vivant en Haïti depuis plus de 40 ans, Agathe Pellerin répond à nos questions sur les incidences de la COVID-19 en Haïti. Elle est une précieuse alliée de l'AQANU-Bois-Francs pour les projets que l'association soutient à Pilate.



Agathe Pellerin

(photo gracieuseté)

Question : Est-ce que la campagne de prévention atteint la population haïtienne?

Réponse : Je dois rappeler que je travaille au ministère de la Santé publique en Haïti, je suis donc assez bien informée de la situation. La campagne de prévention a commencé depuis près de deux mois, elle s'est intensifiée depuis un mois et beaucoup plus depuis que les deux premiers cas ont été déclarés le jeudi 19 mars 2020 (il y a 15 cas en date du 28 mars). Il y a plus d'un mois, les stations de radio n'avaient pas de messages uniformes, mais maintenant tout le monde passe les mêmes messages de prévention. La majorité des Haïtiens écoutent la radio et entendent les messages. On peut dire que la population connaît les messages. Mais de là à les mettre en pratique, c'est toute une différence, car les changements de comportement ne se font pas en un seul jour. Dans mon entourage les gens ne se donnent plus la main et ne font plus la bise (deux habitudes bien ancrées en Haïti), mais je ne sais pas pour les zones éloignées en milieu rural si ces changements sont en cours. Pour ce qui est du lavage des mains avec savon, des efforts sont faits par les autorités pour placer des postes de lavage des mains un peu partout en ville, mais ce n'est pas suffisant. Pour ce qui est du Purell (gel antibactérien), comme alternative, ce n'est pas vraiment un produit à la portée de la majorité des Haïtiens. Dans certaines institutions comme à l'entrée des banques, on utilise des mélanges préparés avec de l'alcool à l'arrivée des clients.

Le ministère de la Santé organise plusieurs formations pour les journalistes, les leaders des organisations et le personnel de santé afin d'assurer la transmission des bons messages. Cependant, comme partout ailleurs, il y a toujours des «faux» messages ou des «rumeurs» qui circulent sur les réseaux sociaux et la plupart des gens ne peuvent pas faire la différence entre ce qui est vrai et ce qui n'est pas vrai.

Le ministère de la Santé prépare une intensification de la campagne avec des «Sound Trucks» (mobiles) qui commencent à passer des messages à Port-au-Prince et qui vont continuer dans tous les coins du pays; mais cela va prendre

encore quelques jours avant que cela puisse se concrétiser et les jours sont comptés.

Question : Prend-on les consignes... et le virus au sérieux? Dans un pays qui vit tant d'agitation, de violence et de misère... on se demande comment la menace d'un virus peut être envisagée.

Réponse : Les Haïtiens ont très peur du virus. Pour plusieurs d'entre eux, c'est une maladie qui peut arriver à n'importe qui et on en meurt; même si on leur explique que le virus doit d'abord «entrer en Haïti» avant qu'il puisse se propager. Comme anecdote sur ce sujet (avant la déclaration des deux premiers cas le 19 mars dernier) plusieurs de mes collègues avaient encore de la difficulté à comprendre que le «virus doit d'abord entrer dans le pays». Imaginons pour la majorité de la population! Maintenant que le virus est en Haïti, vraiment TOUT LE MONDE A PEUR. La plupart des gens savent comment il se transmet, mais plusieurs situations de la vie de tous les jours ne permettent pas l'application des consignes. Le meilleur exemple est le transport en commun avec les «tap-tap» (petits pick up) qui transportent plus d'une quinzaine de personnes entassées sur deux bancs. Les gens n'ont pas beaucoup d'alternatives : soit le taxi moto qui coûte plus cher, ou la marche.

Prendre les consignes au sérieux est une autre histoire. Comme dans les autres pays (ce que je lis dans les nouvelles), même si la grande majorité va prendre les consignes au sérieux, il y aura toujours des gens qui ne les appliqueront pas. Par exemple, une des premières consignes à la suite de la déclaration des deux premiers cas était le couvre-feu entre 20 heures et 5 heures. Eh bien, il y avait encore beaucoup de monde dans les rues le premier soir avec les marchandes et les taxis motos. Le Président a dû renforcer les messages et annoncer que des amendes seront données aux personnes qui seront dans les rues après 20 heures. En date du 28 mars, il y a encore des gens dans les rues le soir...

Je suppose que cela va prendre du temps pour que l'ensemble des consignes soient appliquées. On a aussi conseillé la «distanciation sociale», mais on pense que plusieurs bureaux, les banques, les supermarchés, les marchés publics avec la promiscuité des vendeurs et clients, etc. auront de la difficulté à appliquer cette consigne.

Question : Dans le quotidien (le tien et celui des autres), qu'est-ce que cette crise ajoute comme contraintes?

Réponse : C'est bien de dire «ce que cette crise AJOUTE», car Haïti vit déjà la crise de l'insécurité avec les gangs de rue et les kidnappings. Cela fait plusieurs mois que je limite mes déplacements à trois endroits : travail, maison et supermarché.

Dans mon quotidien, il n'y aura pas beaucoup de nouveau, mais je ferai plus attention au supermarché pour être plus loin des gens et me désinfecter les mains plus souvent. D'ailleurs, la semaine dernière les supermarchés nettoyaient les chariots avant de les remettre aux clients. Au bureau (Ministère de la Santé publique) j'anticipe que le travail va augmenter, car une des consignes pour les bureaux de l'État est que les cadres doivent faire un roulement pour éviter qu'il y ait trop de monde en même temps dans les espaces de travail. Nous continuons à utiliser l'application «Whatsapp» pour la communication entre collègues et amis, ce que tous les Haïtiens faisaient déjà. En passant, le «télétravail», ce n'est pas pour Haïti, car la majorité des gens n'ont pas de portables, ni d'Internet à la maison et encore moins d'électricité, disponible seulement entre 4 à 5 heures par jour.

Comme je le disais plus haut, la majorité des Haïtiens seront très affectés par ces nouvelles contraintes, car la plupart doivent utiliser les transports en commun et s'approvisionner dans les marchés publics. Les prochains jours nous diront si les habitudes vont changer et si plus de gens vont choisir de se déplacer à pied.

Question : Quels sont les effets de la fermeture de la frontière avec la République Dominicaine?

Réponse : En fait, la frontière est fermée pour les personnes, mais pas pour les marchandises. Comme la République Dominicaine avait eu des cas déclarés avant Haïti, il y avait déjà moins de gens qui circulaient. Cette fermeture va affecter davantage les marchands et marchandes qui faisaient le commerce sur la frontière. Mais le plus important, ce sont les camions de marchandises qui continuent à traverser, car une très grande partie des produits d'Haïti proviennent de la République Dominicaine. Haïti risquerait

de mourir de famine si les marchandises ne pouvaient pas entrer dans le pays.

Question : De quels moyens, de quelles ressources dispose Haïti pour faire face à la pandémie?

Réponse : Comme pays pauvre, le pays n'a pas beaucoup de ressources en temps normal. Donc, le pays pourra tout d'abord compter sur son personnel médical et paramédical qui a reçu et qui continue à recevoir des formations pour la prévention et la prise en charge du coronavirus. Quelques hôpitaux ont déjà mis en place des lits pour l'isolement et le gouvernement commence la construction de préfabriquées pour l'isolement et le traitement dans différentes zones du pays. Il faut dire qu'Haïti a fait l'expérience du choléra!

Le ministère de la Santé a présenté son « Plan de Préparation et de Réponse au Coronavirus » (voir site web du MSPP : [www://mspp.gouv.ht](http://www.mspp.gouv.ht)) à ses partenaires dont plusieurs se sont engagés à appuyer les interventions prévues dans le Plan. Haïti pourra aussi compter sur l'appui technique des organisations internationales en santé comme l'OPS/OMS (Organisation panaméricaine de la Santé/Organisation mondiale de la Santé) qui a d'ailleurs fourni les premiers tests pour le Coronavirus.

Pour les premières réponses urgentes, le gouvernement et différentes organisations commencent à appuyer des interventions comme l'acquisition de matériels de protection, l'appui logistique pour la sensibilisation et le dépistage des cas, etc. Cependant, si plusieurs cas sévères arrivent en même temps, il y aura un besoin pressant de respirateurs artificiels pour la prise en charge hospitalière. Il y a donc un urgent besoin d'investissement et de renforcement du système de santé.

Il faut dire qu'Haïti a un très bon Système de surveillance épidémiologique sur l'ensemble du territoire et que les informations sont collectées et traitées à temps pour toutes les maladies sous surveillance comme les maladies infectieuses. De plus, en 2018, le Laboratoire national de Santé publique a renforcé son Réseau national de référence des échantillons pour le rendre plus sécuritaire et plus rapide; mécanisme qui sera aussi utilisé pour le transport des échantillons du coronavirus.

En conclusion, beaucoup d'efforts pour la prévention et la préparation à la réponse sont en cours. Mais les changements de comportement ne se font pas rapidement et la situation socio-économique du pays (promiscuité dans les maisons, pauvreté, manque d'accès aux besoins de base, grande majorité de la population qui vit au jour le jour, etc.) va sûrement accélérer la transmission. Il faut donc se préparer au pire si le virus commence à se propager.

L'appui de Médecins du Monde

À l'AQANU, l'organisation Médecins du Monde a fait savoir qu'en Haïti, la Dre Carine, le Dr Samuel, l'infirmière Betina ainsi que d'autres «soutiennent les agentes et les agents de santé communautaire polyvalents et les organisations locales de base pour sensibiliser la population aux moyens de prévention contre le virus. Porte-voix et radios communautaires sont utilisés pour transmettre les informations pertinentes aux communautés les plus marginalisées et éloignées. Médecins du Monde soutient aussi les institutions de santé pour l'organisation du triage des patients, le référencement et la distribution de matériel de protection et de désinfection».

Le déjeuner annuel de l'AQANU Outaouais et le COVID-19



Tout était prêt pour accueillir les participants, mais le COVID-19 en a décidé autrement

L'Association québécoise pour l'avancement des Nations Unies (AQANU) en Outaouais devait tenir son quarantième dîner annuel le samedi 18 avril 2020. Il s'agit d'une activité qui attire habituellement près de 350 personnes et rapporte en général près de 7 000,00 \$. Plusieurs innovations avaient été prévues pour célébrer cette longue vitalité.

L'écllosion du coronavirus a fait que cet événement a dû être annulé. Tout est reporté à l'an prochain. Par bonheur, au lieu de se faire rembourser, plusieurs des convives ont décidé de changer les billets achetés en les convertissant en un don équivalent au montant versé pour le repas. Près de 3 000, 00 \$ a déjà été recueilli jusqu'à date.

Nous invitons tous nos membres et sympathisants à emboîter le pas dans le même sens afin que l'AQANU Outaouais puisse continuer à financer des projets de développement en Haïti, et plus particulièrement l'octroi de bourses d'études aux étudiants de l'École de formation professionnelle à Rivière Froide. Un reçu pour fin d'impôt sera remis à tous les donateurs. Nous vous tiendrons informé le mois prochain des résultats de cette levée de fonds.

Le paiement peut se faire comptant ou par chèque à l'ordre de AQANU; également par Interac, PayPal ou CanaDon via le site internet www.aqanu.org en suivant les onglets Comités régionaux / AQANU Outaouais / Activités.

Trésorerie de l'AQANU
304-473 rue de Cannes
Gatineau (Québec) J8V 4E6
Tél. : 819 568-7462

<https://www.aqoci.qc.ca/?aqoci-charge-e-des-medias-sociaux-et-appui-a-la-mobilisation>

Site WEB: www.aqanu.org Facebook: <https://www.facebook.com/aqanupourhaiti>